

« Redynamiser les villes en les convertissant au développement durable »

Pour Saskia Sassen, sociologue de la globalisation, la crise a mis en évidence la vulnérabilité des cités modernes

Entretien

En ces temps de crise financière, Saskia Sassen est la figure incontournable des grands sommets sur la ville. La sociologue de la globalisation (qui publie *La Globalisation, une sociologie*, Gallimard, 348 p., 23 €), enseignante à la London School of Economics et à l'université Columbia de New York, était l'invitée du forum Global City, à Abu Dhabi, les 7 et 8 avril. Elle doit participer à la World Investment Conference, à La Baule (Loire-Atlantique), du 3 au 5 juin, sur le thème « Investir dans les villes globales ». Ces métropoles qui concentrent le pouvoir économique et financier de la planète, Saskia Sassen les a décrites dès 1990. Bien avant que le réseau qu'elles forment n'accouche de la crise du siècle.

La « ville globale », lieu de nouvelles revendications

Dans un article paru en 2003 dans la revue *Raisons politiques*, Saskia Sassen introduisait ainsi son concept de « ville globale » : « Les villes globales du monde entier forment un terrain propice à la concrétisation (...) d'une multiplicité de processus propres à la globalisation. Ces formes localisées représentent, pour une bonne part, ce dont il s'agit lorsque l'on parle de globalisation. La vaste ville du monde contemporain a émergé en tant que site stratégique pour une gamme d'opérations inédites (...). Il s'agit là d'un des lieux de liaison où de nouvelles revendications, de la part des puissances comme des défavorisés, peuvent se matérialiser. »

Comment la crise financière a-t-elle un impact sur l'urbanisation du monde ?

En fragilisant les économies non urbaines, la crise va accélérer l'exode rural, amenant encore plus de pauvres à gagner les grandes villes pour survivre et aggravant le phénomène des bidonvilles. Cette accentuation de la pauvreté urbaine prend une forme particulière dans les pays riches : aux Etats-Unis, on voit se multiplier une nouvelle sorte de sans-abri, issus des classes moyennes, qui créent de véritables « villes de tentes ».

Sous l'effet de la crise, les villes riches voient fondre leurs revenus, donc leurs capacités de développement. En 2008, New York a subi une chute de 10 milliards de dollars [7,5 milliards d'euros] de son produit municipal brut, et Los Angeles de 8 milliards de dollars [6 milliards d'euros].

Les « villes globales » sont-elles plus touchées que les autres ?

Les villes globales fonctionnent comme des Silicon Valley où s'inventent des instruments financiers complexes et risqués. Elles sont l'infrastructure vivante de la finance mondiale et de l'économie globale. Quand une crise frappe, elles la subissent de plein fouet.

Mais, en réalité, la pénétration de la finance dans presque tous les secteurs de l'économie a rendu de très nombreuses villes vulnérables. Ainsi New York et Los Angeles ont deux économies urbaines très différentes – seule la première est un centre financier –, mais toutes deux ont été violemment affectées. Peut-on dire que les villes, ces dernières années, étaient devenues des produits financiers ?

Oui. La finance s'est mise à utili-

ser la ville elle-même comme un objet d'investissement, privilégiant le court terme et les taux de rentabilité élevés. On construit des immeubles et des équipements non pour répondre à un besoin économique mais par pure spéculation. C'est particulièrement net à Dubaï. Aux Etats-Unis, la crise des subprimes est la conséquence

« On construit des immeubles non pour répondre à un besoin économique mais par pure spéculation »

directe de la financiarisation de la ville. La finance a créé des instruments extraordinairement compliqués pour extraire de la valeur même des ménages modestes, en multipliant les prêts immobiliers risqués pour les convertir en produits d'investissement et vite les revendre avec un fort profit. Un mécanisme destructeur pour la ville : des millions de logements sont désormais abandonnés.

Pensez-vous que le secteur privé uniformise les villes par des produits urbains standardisés ?

La globalisation rend les villes de plus en plus similaires : partout les mêmes quartiers d'affaires, les mêmes centres commerciaux, les mêmes grands hôtels, les mêmes aéroports, quelles que soient les stars de l'architecture qui les signent. Car l'environnement urbain consacré aux économies dominantes des villes globales est devenu une simple infrastructure, nécessaire et indéterminée. En revanche, on aurait tort de



Vue de Chicago. Selon la sociologue Saskia Sassen, « aux Etats-Unis, la crise des subprimes est la conséquence directe de la financiarisation de la ville ». PATRICK MESSINA

croire que, parce que les villes se ressemblent, leurs économies sont similaires. La globalisation génère et valorise la spécialisation des économies urbaines, au-delà de la compétition que se livrent les villes.

Dans un monde convalescent,

que peuvent attendre les villes du secteur privé ?

Le meilleur moyen de redynamiser nos villes, c'est de les convertir au développement durable. Cela créerait une énorme quantité de travail, qui nécessiterait des partenariats entre le public et le privé.

Les entreprises ont un besoin vital des villes, de leurs infrastructures et de leurs réseaux. Cela devrait donner aux municipalités les moyens de négocier un engagement plus fort du secteur privé. ■

Propos recueillis par Grégoire Allix

Après un offensive discrète au Kazakhstan, la Chine lorgne les terres russes inexploitées

Sécurité alimentaire 5/5 Pour compenser son déficit céréalier, en particulier en soja, Pékin cherche des terrains à louer pour y envoyer des paysans chinois

Moscou
Correspondance

L'affaire avait soulevé une polémique dès 2003 : l'annonce, par le quotidien *China Daily*, de la location par la Chine de

terres arables au Kazakhstan voisin avait d'abord obligé les autorités kazakhes à démentir l'information. Un tel projet a pourtant bel et bien été lancé : plus de 7 000 hectares de terres ont été attribués à une société mixte sino-kazakhe, et plus de 3 000 paysans chinois ont pris la route de la région d'Alakol, à la frontière chinoise, pour exploiter des champs de soja et de blé.

Mais devant le malaise suscité par cette location – sur dix ans – d'une parcelle du territoire national, le gouvernement kazakh a toujours préféré faire preuve de discrétion à ce sujet. Le pays ne reconnaît que cinq endroits utilisés par des puissances étrangères sur son sol : il s'agit de zones militaires « prêtes » à la Russie depuis l'effondrement de l'Union soviétique, à l'instar de la base spatiale de Baïkonour.

Officiellement, les terres arables louées à la Chine n'existent donc pas. C'est que les autorités kazakhes craignent la réaction de la population rurale devant la « concurrence déloyale » représentée par l'arrivée en masse de paysans chinois, dont l'équipement agricole est supérieur au vieux matériel soviétique encore utilisé sur la plupart des exploitations kazakhes.

Pour la Chine, qui souffre d'une pénurie de terres cultivables, l'at-

trait de ces régions d'Asie centrale est évident. Dans la région chinoise d'Ili, située de l'autre côté de la frontière kazakhe, 1,7 million de paysans se disputent quelque 267 000 hectares de terres.

Selon les estimations du ministère chinois de l'agriculture, le pays produira, en 2015, environ 20 millions de tonnes de soja, soit seulement 40 % de ses besoins annuels. Du coup, Pékin s'intéresse non seulement aux plaines d'Asie centrale, mais également aux terres vierges du grand voisin russe.

Eldorado agricole

Au début des années 2000, c'était essentiellement le secteur de la sylviculture qui attirait les exploitants chinois. Mais un raidissement de la législation russe avait alors fait capoter les projets développés par des sociétés mixtes russo-chinoises créées pour l'occasion.

Désormais, le soja est l'activité la plus porteuse, notamment dans l'Extrême-Orient russe, dans les provinces de Khabarovsk et la région autonome du Birobidjan, situées à 6 000 km de Moscou mais à 2 000 km seulement de Pékin. Pour les onze premiers mois de 2008, plus de 420 000 tonnes de soja ont été ainsi exportées vers la Chine.

Pour celle-ci, la Russie fait figure d'eldorado agricole : selon les estimations des experts russes, plus de 20 millions d'hectares de terres arables n'y sont pas exploités, et les prix y sont inférieurs à ceux pratiqués en Chine. Les terres proposées à la location sont de bonne qualité, avec un rendement estimé à 3 000 kg de soja par an et par hectare, soit deux fois plus que dans les exploitations chinoises.

Avec une telle quantité de terres exploitables et les besoins immenses de la Chine, la ruée vers les terres russes pourrait s'amplifier. Pour le moment, les autorités russes voient plutôt d'un bon œil l'exploitation de ces terres auparavant inoccupées, qui leur permettra de prélever une taxe sur l'exportation des produits agricoles.

Mais l'arrivée massive de paysans chinois pourrait aussi engendrer des tensions avec la population locale, d'autant que la crise économique sévère que traverse le pays risque d'alimenter des réactions xénophobes.

Selon le dernier recensement russe, quelque 35 000 Chinois vivraient en permanence dans le pays. Mais, de l'aveu même du ministère de l'intérieur, entre 400 000 et 700 000 Chinois seraient, en réalité, installés sur le territoire russe. ■

Alexandre Billete

Santé

Paludisme : 150 millions d'euros pour l'accès aux médicaments

Une initiative internationale dotée de 200 millions de dollars (154 millions d'euros) a été lancée, vendredi 17 avril à Oslo, afin de permettre l'accès aux médicaments contre le paludisme à des millions de personnes, notamment des enfants, vivant en Afrique et en Asie. Intitulé « Médicaments accessibles contre le paludisme », ce programme est le fruit d'un partenariat entre institutions publiques et privées. Le coût initial des médicaments (de 225 millions à 233 millions de dollars pour les deux premières années) sera pris en charge conjointement par Unitaid, un mécanisme international de financement de médicaments de qualité. La maladie tue plus de 2 000 enfants par jour. Evoquant l'accès aux moustiquaires imprégnées d'insecticide et aux médicaments, Michel Kazatchkine, directeur du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme, a déclaré : « C'est un investissement judicieux pour la santé mondiale et, par conséquent, pour le développement. » L'utilisation combinée de ces deux outils a permis de réduire le nombre de décès de 50 % à 90 % dans les régions où ils sont disponibles. ■

Paul Benkimoun

Environnement Le Brésil devient le premier consommateur de pesticides du monde

Le Brésil est devenu, en 2008, le plus grand consommateur de pesticides du monde, devant les Etats-Unis, selon l'Association brésilienne de l'industrie chimique (Anvisa). Le marché des pesticides y est estimé à 6,9 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros). L'étude de l'Anvisa montre également que des pesticides interdits dans certains pays continuent à être utilisés couramment au Brésil. – (AFP)

Agriculture Plusieurs milliers de manifestants anti-OGM en Espagne

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, samedi 18 avril, à Saragosse (Espagne) pour demander l'interdiction dans le pays du maïs transgénique, à l'image de ce que vient de décider l'Allemagne. Saragosse est la capitale de l'Aragon, région qui concentre 40 % des 80 000 hectares de maïs génétiquement modifié Mon810 cultivés en Espagne. Le pays est le premier producteur européen de maïs transgénique. – (AFP)

L'anglais à Boston

Les écoles OISE offrent un environnement pédagogique propice à une application et une concentration extrêmes. L'entraînement intensif dispensé dans un cadre très personnalisé conduit à communiquer avec confiance en anglais.

bordeaux@oise.com lille@oise.com
lyon@oise.com nice@oise.com
oiseparis@oise.com versailles@oise.com

O I S E

www.oise.com

LES EDITIONS **PERSEE** **ECRIVAINS**

Les Editions Persée recherchent de nouveaux auteurs

Envoyez vos écrits :
Editions Persée
38 rue de Bassano
75008 Paris
Tél. 01 47 23 52 88
www.editions-persée.fr